



ARRETE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION

2026-011

Le Maire de la commune de Boissy Sous Saint Yon,

Vu les articles L 2212-2, L 2213-1, du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu les arrêtés formant le règlement de police de la Commune,

CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation des véhicules lors des travaux de curage du trottoir avenue de Paris par la société Accés TP.

ARRÊTE

Article 1 – Le 9 février 2026, de 8h00 à 12h00 la société ACCES TP, est autorisée à effectuer des travaux de curage du trottoir, avenue de paris sens province/Paris.

Article 2 : Les travaux se déroulant sur une voie d'insertion de la route nationale, les dispositions suivantes seront appliquées aux véhicules légers et aux poids lourds :

- Le stationnement sera interdit au droit du chantier, sous peine d'enlèvement, à l'exception des véhicules de secours ;
- La circulation sera réglementée et adaptée à l'avancement des travaux ;
- En cas de difficultés de circulation, l'entreprise chargée des travaux pourra ponctuellement laisser circuler les véhicules afin de fluidifier le trafic, sous sa responsabilité et dans le respect des règles de sécurité.

Article 3 – Les panneaux de signalisation et/ou barrières nécessaires seront mis en place par le pétitionnaire pour permettre l'application du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les conditions habituelles.

Article 4 – En cas de dégradations du domaine public (chaussée et/ou trottoir), la remise en état sera à la charge de l'intéressé. Il est demandé à l'entreprise de laisser un libre accès sécurisé à la circulation avec éventuellement la pose d'éléments de franchissement lorsque la chaussée doit rester ouverte avec mise en place d'une signalisation adéquate.

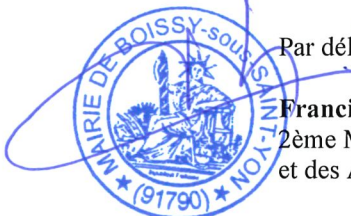
Article 5 – A son départ, le pétitionnaire devra remettre les lieux en bon état de circulation. Il appartiendra à l'entreprise d'effectuer le revêtement dans un délai maximum de 10 jours après l'achèvement des travaux. Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.

Article 6 – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents.

Article 7 – Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Breuillet et la Police Municipale Intercommunale « Entre Juine et Renarde » sont chargés en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à l'entreprise concernée ainsi qu'au Directeur des Services Techniques Communaux.

Article 8 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa réception. Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours gracieux auprès du représentant de la commune dans les mêmes délais.

Fait à Boissy sous saint Yon, le 2 février 2026.



Par délégation du Maire,

Francis IBOUADILENE

2ème Maire-Adjoint chargé des Finances, du Budget
et des Affaires Générales